

Soudan
2011





Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Soudan

Vue d'ensemble

L'économie du Soudan s'est légèrement redressée en 2010 avec une croissance de 5 % contre 4.5 % en 2009, mais plus faiblement que prévu. Le Soudan devrait connaître une croissance économique de 5.1 % en 2011, puis de 5.3 % en 2012, grâce notamment à la hausse de la production de pétrole et aux recettes du secteur non pétrolier. Le secteur non pétrolier se montre dynamique et devrait renforcer la croissance économique à moyen terme grâce à la revitalisation de l'agriculture et à l'accroissement des investissements dans les infrastructures, notamment les routes, les réseaux d'électricité et l'activité manufacturière.

L'année 2010 se caractérise par une augmentation continue des dépenses publiques. Cet essor est dû principalement à la mise en œuvre des différents accords de paix régionaux et au financement des élections présidentielles et législatives d'avril 2010 dans le Nord et dans le Sud. En outre, les autorités ont continué à fortement subventionner les carburants et l'électricité. Par conséquent, le déficit budgétaire a atteint 2.1 % du PIB en 2010 contre 1.9 % en 2009. La Banque centrale du Soudan a augmenté la masse monétaire, à la fois pour accorder du crédit à l'administration et pour compenser les effets négatifs de la baisse du crédit au secteur suite à la crise financière mondiale. La livre soudanaise (SDD) s'est dépréciée de 16 % par rapport au dollar (USD) en raison des incertitudes politiques associées au référendum de janvier 2011 et de la faiblesse préoccupante des réserves en devises. L'inflation est passée de 11 % à 13.8 %.

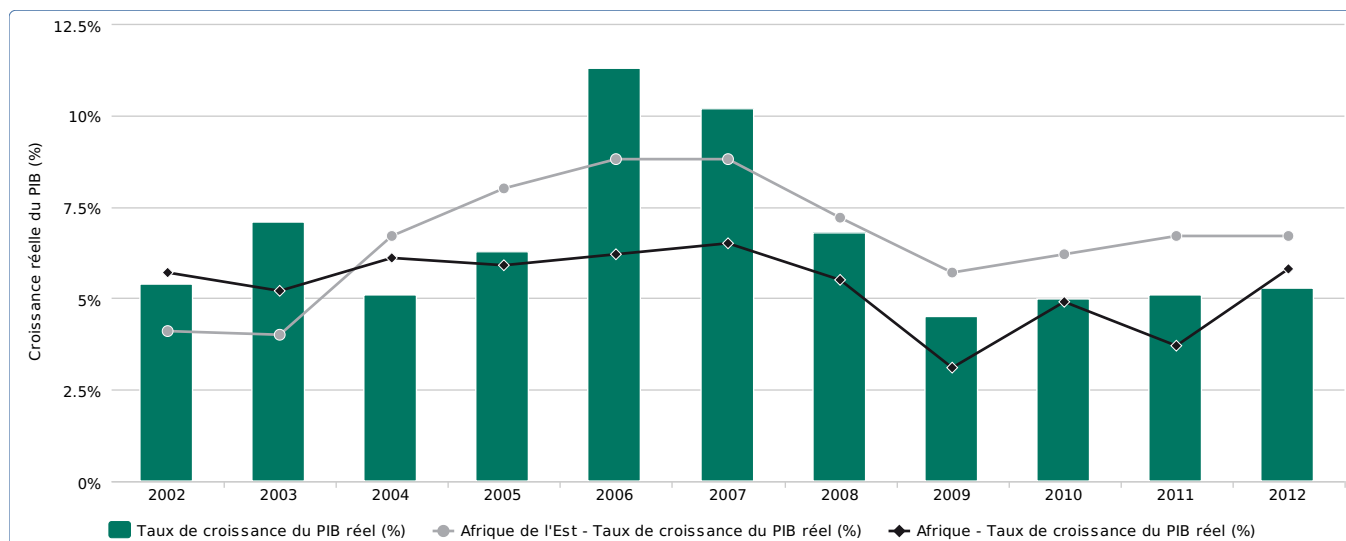
Le défi posé aux pouvoirs publics est d'assurer la stabilité macroéconomique et la durabilité de la balance intérieure et extérieure par la maîtrise du déficit budgétaire, la reconstitution des réserves de change et le maintien d'une inflation modérée.

En conséquence de la hausse des investissements dans les infrastructures, le réseau routier national et la production d'électricité se sont améliorés, mais plusieurs régions, notamment les zones de conflit du Sud et du Darfour, souffrent d'une grave pénurie d'infrastructures même au regard des normes nationales. La faiblesse des infrastructures engendre une hausse des coûts de production et restreint les possibilités de croissance à grande échelle du secteur non pétrolier. En même temps, les pouvoirs publics sont confrontés à d'énormes difficultés dans la mise en place des services publics, surtout dans l'éducation et la distribution d'eau potable de ces zones, en raison des contraintes financières et, dans certains cas, de l'insécurité. Le Soudan n'a eu qu'un accès limité au financement extérieur des donateurs et institutions financières multilatérales au cours des deux dernières décennies. Il reste au nombre des pays pauvres très endettés (PPT), et aucun signe à l'horizon ne laisse présager un allègement de sa dette. Le Soudan a resserré ses liens avec ses partenaires des pays émergents, s'ouvrant la possibilité de gager sur ses ressources des emprunts destinés à financer ses projets d'infrastructure et de services publics ou pour financer le développement du secteur privé.

Le Soudan continue de renforcer ses liens avec ses principaux partenaires émergents comme la Chine, la Malaisie et l'Inde, attirés par une demande substantielle d'IDE pour l'exploration de ses ressources. Le secteur pétrolier a beaucoup contribué au développement économique. Un dénouement pacifique du processus de partition Nord-Sud est indispensable pour soutenir la production de pétrole et protéger les IDE engagés dans le secteur pétrolier. Il conditionnera aussi l'arrivée de flux supplémentaires de capitaux et d'IDE en quête de marchés et ouvrira la voie à une normalisation des relations du Soudan avec les principaux acteurs mondiaux, en particulier avec les États-Unis et l'Union européenne (UE).

La partition du pays pose un défi sans précédent. La démarcation de la frontière présente des risques majeurs car elle concerne plusieurs zones de conflits en cours, mais le Parti du congrès national (NCP) au Nord et l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLM) au Sud ont convenu de constituer des forces armées conjointes pour protéger les champs de pétrole et les infrastructures lors du processus de partition. Malgré les progrès accomplis dans certains domaines sociaux, la réduction de la pauvreté et la réalisation des autres Objectifs Millénaires pour le développement (OMD) restent un immense défi. Le revenu réel par habitant a crû d'environ 3 % en 2010, mais avec une répartition inégale des revenus entre les régions et les groupes sociaux.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412426>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4.5	5	5.1	5.3
Inflation IPC	11	13.8	14.3	10.7
Balance budgétaire % PIB	-1.9	-2.1	-0.5	-1.5
Balance courante % PIB	-10.1	-8.3	-6.1	-7.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414782>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	34	28.8
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	-	-
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	16.9	22.5
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	-	-
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	-	-
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	4.5	6.8
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	15	14.1
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	14.8	13.5
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	-	-
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	14.8	14.3
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415751>

La croissance économique s'est élevée à 5 % en 2010 contre 4.5 % en 2009. Le récent rebond des prix du pétrole, la croissance du secteur non pétrolier et la hausse de la consommation des ménages devraient engendrer une croissance économique de 5.1 % en 2011 et de 5.3 % en 2012.

Principal vecteur de croissance de la dernière décennie, le secteur pétrolier a été affecté par la faiblesse des cours pétroliers du début de 2010. L'agriculture n'a progressé que de 2.5 % en moyenne au cours de la dernière décennie, et elle a de la marge pour s'améliorer. Constitué pour mettre en œuvre les accords de paix de 2005 entre le Nord et le Sud, le gouvernement d'union nationale a prolongé d'un an le Programme de mobilisation verte qui aurait dû initialement s'achever en 2011. Ce programme met l'accent sur la réhabilitation des infrastructures agricoles et l'attrait de nouveaux investisseurs nationaux et étrangers, en prévoyant la suppression des disparités et rigidités structurelles, la libéralisation du marché du travail, et l'amélioration du cadre législatif à travers, entre autres mesures, la réforme du droit de propriété et du régime foncier.

En 2010, l'agriculture a représenté 31.2 % du PIB, et elle devrait y concourir à hauteur de 32.3 % en 2011. La croissance du secteur a atteint 4.5 % en 2010 grâce à des investissements et des exportations en hausse, ainsi qu'à une bonne pluviosité. La poursuite du Programme de mobilisation verte devrait dynamiser la croissance du secteur agricole en 2011 et 2012 et la porter à un rythme supérieur à 5 %. En vue de diversifier l'activité hors pétrole, les pouvoirs publics ont dynamisé l'agro-industrie en levant l'interdiction d'exporter du sorgho et du blé aux Émirats arabes unis (EAU) et en Arabie saoudite, et en offrant des taux d'intérêt préférentiels pour soutenir les exportations agricoles.

L'industrie a représenté 26 % du PIB en 2010 avec une croissance d'environ 3.5 %. L'effondrement de la demande provoqué par la crise financière mondiale a lourdement frappé le secteur minier et surtout le secteur pétrolier, mais la situation s'est solidement rétablie au cours de l'année 2010 avec la forte reprise des cours du pétrole et des autres matières premières. L'activité minière devrait croître encore en 2011 et 2012.

L'industrie manufacturière a représenté 10 % du PIB en 2010, avec une croissance en baisse (7.5 %, contre 7.9 % en 2009). Ce recul reflète la persistance des effets de la crise financière mondiale et la concurrence féroce des importations bon marché. La relance des activités industrielles est essentielle pour la croissance du secteur non pétrolier. Une dynamisation de l'agriculture devrait à son tour stimuler l'industrie grâce à l'offre accrue de denrées bon marché venant encourager la production des produits agricoles transformés destinés à l'export. Il s'agit maintenant de définir des stratégies concrètes pour tirer pleinement parti des mesures incitatives offertes par la Chine pour les exportations non pétrolières du Soudan. La transformation de produits agricoles à haute valeur ajoutée à destination du marché chinois présente un potentiel prometteur.

Le secteur du bâtiment a représenté 6.8 % du PIB en 2009. Il a connu une croissance de 11.2 % en 2010, un point de mieux que l'année précédente, et devrait croître de plus de 12 % en 2011. Le développement des services publics a aidé le secteur qui devrait bénéficier, par ailleurs, des nombreux projets spéciaux prévus dans les zones de conflit.

La part du secteur des services dans le PIB a baissé, passant à 42.9 % en 2010 contre 43.4 % en 2009, malgré une croissance propre de 6.4 %. Avec une contribution conjuguée de plus de 25 % au PIB, les services publics, la finance, l'immobilier et les sous-secteurs liés aux entreprises se sont tous rétablis en 2010, tirés par les dépenses publiques elles-mêmes facilitées par la hausse des recettes pétrolières. Cependant, la lutte contre l'inflation et le resserrement de la surveillance des banques pour réduire les prêts non-productifs ont quelque peu freiné le secteur des services.

La consommation des ménages a représenté 5.9 % du PIB en 2010, mais, selon les projections, sa contribution devrait fortement baisser en 2011 (3.2 %) avant de remonter en 2012 (4.4 %), avec la sensible diminution prévue de la consommation publique et malgré une hausse de la consommation privée. Les dépenses publiques d'investissements dans les infrastructures et de préparation des élections présidentielles et législatives du mois d'avril ont dynamisé la consommation publique et l'investissement en 2010. L'investissement public dans les infrastructures, notamment dans les réseaux d'électricité et les routes, devrait se poursuivre en 2011. Les problèmes de financement et les incertitudes politiques liées à la partition du pays en juillet 2011 sont une véritable gageure. Les échanges extérieurs ont coûté 2.9 points à la croissance en 2010, car les importations ont continué à croître alors que les exportations se contractaient. Les exportations devraient représenter 1.3 % de la croissance du PIB en 2011, mais les importations vont encore la freiner de 2.2 points en 2011 et de 1.8 point en 2012.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	19.5	23	7.3	10	9.5	2	2.9	2.8
Publique	3	5.8	5	9.2	9.4	0.4	0.6	0.7
Privée	16.4	17.2	8.1	10.3	9.5	1.7	2.2	2.1
Consommation finale	86.7	82.1	6.9	3.7	5.1	5.9	3.2	4.4
Publique	4.5	15.9	12	-3.5	2.8	2.9	-0.9	0.7
Privée	82.2	66.2	4.8	6.8	6.1	2.9	4.1	3.7
Secteur externe	-6.2	-5.1	-	-	-	-2.9	-0.9	-1.9
Exportations	13.3	16	-4.4	9.4	-0.9	-0.6	1.3	-0.1
Importations	-19.5	-21.1	8.2	7.6	6.1	-2.3	-2.2	-1.8
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	5	5.1	5.3

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416720>

Politiques macroéconomiques

L'accord de paix global et la mission d'évaluation conjointe vont continuer à inspirer la politique économique, avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI). Les retombées de la crise financière mondiale ont ralenti à la fois la croissance et les progrès vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pour atténuer les effets de la crise et stimuler la reprise économique, le Soudan a maintenu une politique budgétaire expansionniste en 2009 et 2010. Les principaux vecteurs de cette expansion budgétaire sont les infrastructures, l'accroissement des allocations aux États, les subventions aux carburants, et les dépenses discrétionnaires affectées en grande partie à l'organisation des élections présidentielles, législatives et locales. La politique monétaire a été très assouplie en 2009/10 afin d'accroître la masse monétaire disponible pour le gouvernement et les banques suite à la baisse des recettes d'exportation et de la liquidité avec la récession mondiale. Dans le même temps, la Banque centrale s'est montrée attentive à la poussée de l'inflation.

En 2011/12, le principal problème macroéconomique sera de coordonner les politiques budgétaire et monétaire pour stimuler la croissance tout en maîtrisant le déficit, en reconstituant les réserves de change et en maîtrisant l'inflation. Les dépenses publiques devraient augmenter en raison des engagements en cours liés aux différents accords de paix régionaux, au désarmement, à la décentralisation, et aux infrastructures et à l'agriculture, celles-ci étant essentielles à la croissance du secteur non pétrolier.

Politique budgétaire

La politique budgétaire est devenue expansionniste au second semestre 2009 avec reprise naissante des cours du pétrole et des matières premières, une orientation qui s'est encore accentuée en 2010 du fait des dépenses engagées pour les élections présidentielles et législatives, qui ont dépassé le montant prévu. En 2010, la part de la dépense publique dans le PIB a été légèrement supérieure à celle de 2009.

Les recettes totales dont compris ont représenté 16.6 % du PIB en 2010 contre 16.7 % en 2009, et les dépenses totales, en hausse, ont représenté 18.7 %, générant un déficit budgétaire équivalant à 2.1 % du PIB. Le déficit budgétaire de 2011, calculé pour le Soudan dans son entier, Sud inclus, devrait s'améliorer pour représenter 0.5 % du PIB avant de se creuser à nouveau à 1.5 % en 2012. Les dépenses devraient encore augmenter légèrement en raison des réallocations des revenus du pétrole au bénéfice des États et suite à l'accord de Doha sur le Darfour, mais la reprise mondiale va probablement dynamiser les recettes pétrolières et les investissements étrangers, et permettre de maîtriser le déficit. Le déficit budgétaire du gouvernement du Nord-Soudan devrait toutefois être plus élevé en 2011, car la plupart des recettes pétrolières, soit 80 %, reviendront au Sud-Soudan à partir de juillet 2011.

Les pouvoirs publics prévoient la poursuite des mesures adoptées en 2009 et 2010 pour réduire la dépendance aux revenus du pétrole. Ces mesures reposent sur la politique fiscale, la gestion des recettes, et la gestion des dépenses et des finances publiques. Les autorités projettent notamment d'autoriser les importations de sucre non raffiné et de diminuer parallèlement les subventions sur le sucre. Dans le Sud, elles prévoient une douane unifiée et des impôts indirects afin d'élargir l'assiette fiscale. L'énorme charge du service de la dette extérieure du Soudan va continuer à assombrir les perspectives économiques si le pays n'obtient pas d'allégement.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	11.9	20.6	21.6	16.7	16.6	16.9	15.7
Recettes fiscales	5.4	6.9	6.2	7.2	7	6.9	6.8
Recettes pétrolières	5.3	11.6	14.2	8	8	8.4	7.4
Dons	-	-	-	-	-	-	-
Autres revenus	1.2	1.5	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	8.8	26	23	18.6	18.7	17.4	17.2
Dépenses courantes	9.8	21.1	19.9	15.9	16	14.7	14.5
Sans les intérêts	8.5	20.2	19	14.8	14.6	14.2	14.1
Salaires	4.2	6.8	4.9	5.7	5.5	5.1	4.8
Biens et services	1.3	2.1	2.4	1.9	1.8	1.8	1.7
Intérêts	1.3	1	0.9	1.1	1.4	0.5	0.4
Dépenses en capital	2.8	4.8	3.1	2.7	2.4	2.4	2.4
Solde primaire	4.4	-4.4	-0.5	-0.9	-0.7	0	-1.1
Solde global	3.1	-5.4	-1.4	-1.9	-2.1	-0.5	-1.5

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417689>

Politique monétaire

La Banque centrale du Soudan a suivi une politique monétaire prudente en 2010 pour contenir l'inflation, reconstituer ses réserves de change et accorder des crédits au secteur privé. La masse et les réserves monétaires ont respectivement augmenté de 21 % et 19 % en 2010. Les réserves de change s'élevaient à 360 millions USD fin 2009, de quoi couvrir environ deux semaines d'importations. L'amélioration attendue des prix du pétrole en 2011 et un nouvel ajustement du taux de change devraient renforcer les réserves de change.

En 2010, la politique monétaire s'est efforcée d'établir un équilibre entre la nécessité de réduire les prêts non-productifs des banques commerciales, qui représentaient 20 % du total de leurs prêts en 2009, et celle de fournir au secteur privé des liquidités suffisantes. L'émission de bons du Trésor a été utilisée pour gérer la liquidité. La Banque centrale a par ailleurs augmenté les réserves obligatoires des banques commerciales, les faisant de 8 % des dépôts en 2009 à 11 % en juin 2010.

La livre soudanaise s'est dépréciée de plus de 15 % par rapport au dollar en 2010. En vue de stimuler les exportations hors pétrole, la Banque centrale a offert un taux de change privilégié aux exportateurs.

L'inflation s'est accélérée, passant de 11 % en 2009 à 13,8 % en 2010, en raison principalement de la flambée des prix alimentaires et des boissons, qui représentent 52 % du panier entrant dans le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC). Ces hausses de prix ont été notamment provoquées par la réduction de l'offre intérieure et par l'accroissement des importations des produits de consommation finaux et intermédiaires, qui se sont renchérissés avec la dépréciation du taux de change. La monnaie est restée sous pression continue en raison des incertitudes politiques face à l'avenir.

Position extérieure

Le déficit du compte courant du Soudan est passé de 10.1 % du PIB en 2009 à 83 % en 2010 grâce à l'augmentation des recettes pétrolières et aux efforts des autorités pour freiner la croissance des importations. Le déficit du compte courant devrait être de 6.1 % du PIB en 2011.

Le montant de la dette extérieure du Soudan garantie par l'État devrait s'élever à 39.6 milliards USD [1] à la fin de 2010, dont environ 80 % d'arriérés. Une analyse conjointe du gouvernement, du FMI et de la Banque mondiale laisse ressortir que la dette restera un problème dans le futur proche, même dans un contexte mondial propice et la mise en place de bonnes politiques nationales. Le service de la dette du Soudan est soumis à la fluctuation des prix du pétrole, au niveau élevé des dépenses engagées pour les accords de paix régionaux, et à la nécessité de mettre en œuvre des grands programmes de lutte contre la pauvreté et de financement de la reconstruction. Les pouvoirs publics ont demandé au FMI de faciliter l'accès du Soudan aux programmes d'allègement de la dette prévus pour les pays pauvres très endettés (PPTE).

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

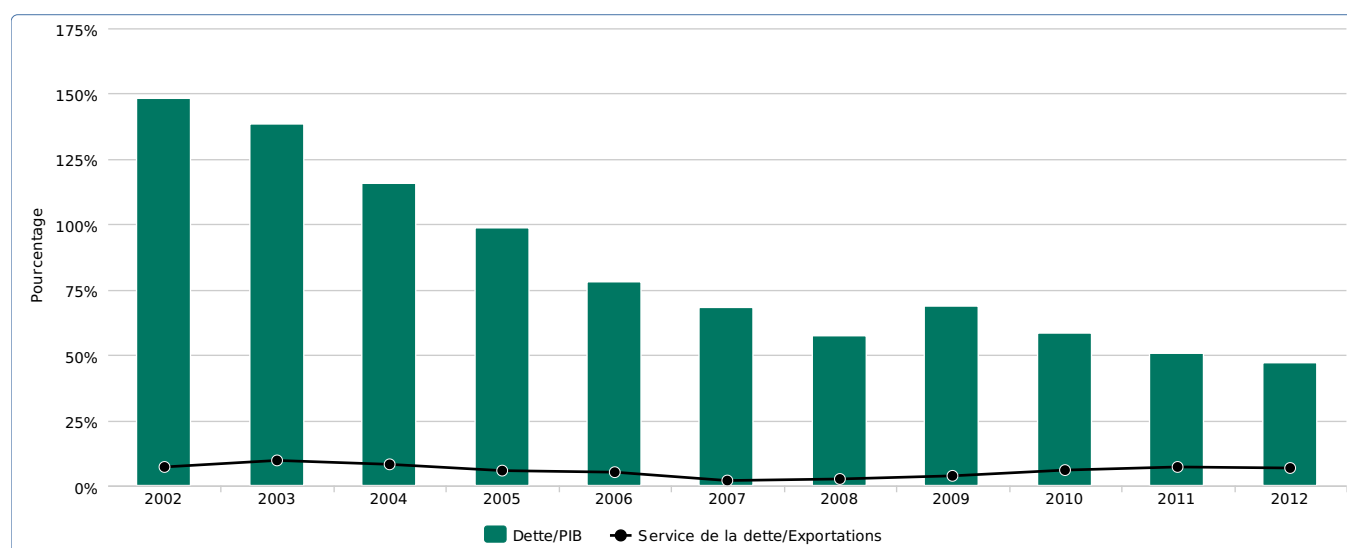
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-1.4	2.5	5.6	2.1	3.3	4.5	3.4
Exportations de biens (f.o.b.)	13	19.1	21.2	15.1	14.5	15	13.2
Importations de biens (f.o.b.)	14.4	16.6	15.5	13	11.2	10.5	9.9
Services	-4.8	-6.3	-5	-4.8	-4.2	-3.8	-3.8
Revenu des facteurs	-8.6	-10	-9.7	-9.5	-9.3	-8.5	-8.3
Transferts courants	4.4	1.3	0	2	1.9	1.7	1.5
Solde des comptes courants	-10.3	-12.5	-9.1	-10.1	-8.3	-6.1	-7.2

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418658>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412426>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

La partition du pays en juillet 2011 aura un fort impact sur l'économie. Environ 80 % de la production actuelle de pétrole du Soudan, qui avoisine 500 000 barils par jour (b/j), proviennent de la zone sud du pays. Selon l'accord de paix signé en 2005, les recettes pétrolières ont été réparties à parts égales entre le Nord et le Sud, mais cela va changer radicalement. La perte en perspective de leurs recettes pétrolières aura des conséquences graves pour les autorités de Khartoum. Pour relever ce défi, elles ont commencé à encourager l'investissement dans le secteur privé et à développer l'agriculture, qui présente la meilleure source alternative de croissance à côté de l'exploitation potentielle des réserves de pétrole encore inexploitées et des réserves d'or.

Le gouvernement d'union nationale a déjà décidé d'allouer plus de crédits à l'agriculture en 2011 et 2012. Il poursuit ses efforts pour conclure des partenariats stratégiques avec des investisseurs privés nationaux et étrangers, axés particulièrement sur une hausse des exportations agricoles et une diversification de la production, afin de réduire la dépendance au pétrole. En vue de promouvoir ce plan, une Conférence sur la sécurité alimentaire dans les pays musulmans s'est tenue à Khartoum fin 2010, avec la participation de représentants de plus de 55 pays, des hauts fonctionnaires du Sud-Soudan et des délégués des organisations internationales. Le gouvernement d'union nationale y a salué la décision des autorités américaines de lever partiellement les sanctions sur les équipements agricoles destinés au Soudan. Les pouvoirs publics considèrent cette décision comme une étape importante sur la voie d'une coopération approfondie susceptible d'améliorer la capacité productive du pays et d'ouvrir l'accès aux marchés mondiaux.

Les participants à la conférence des investisseurs et donateurs internationaux pour le Soudan oriental, organisée en décembre 2010, ont promis 3.55 milliards USD pour consolider l'accord de paix dans la région. De nombreux investisseurs privés du Koweït ont manifesté de l'intérêt pour les nouveaux projets évoqués à la conférence. Dans la même veine, le gouvernement du Sud-Soudan s'est engagé à renforcer le soutien aux entreprises nationales par le biais de son programme de développement du secteur privé lancé en 2010. Début 2010, les autorités du Sud-Soudan a accueilli une conférence de la Ligue arabe pour promouvoir l'investissement dans leur pays.

Le secteur bancaire et financier du Soudan est étriqué. Il compte 32 banques, dont 5 établissements de crédit étrangers et 4 publics. La plupart des banques sont concentrées à Khartoum et dans quelques villes. Bien que les dépôts et les crédits du secteur privé aient doublé de 2005 à 2009, ils ne représentent respectivement que 16 % et 12 % du PIB, un faible ratio. Le volume des prêts non-productifs a augmenté, tandis que le niveau des fonds propres des banques a baissé, passant de 11 % à 7 % sur la période 2008/09. Quelque neuf banques représentant 50 % du crédit intérieur restent sous la pression d'un taux élevé de prêts non-productifs et des provisions, pourtant relativement faibles, pour créances douteuses. Par exemple, Omdurman National Bank, la plus grande banque commerciale du Soudan, a représenté 25 % du total des prêts accordés par le secteur bancaire en 2010, mais 50 % du total des prêts non-productifs. Les pouvoirs publics prévoient de privatiser cette banque en 2011.

Le climat des affaires est médiocre au Soudan, qui se retrouve 154^e sur 183 pays au classement de l'édition 2010 de *Doing Business*, le rapport de la Banque mondiale sur le climat des affaires, reculant de sept places en un an. Beaucoup reste à faire pour améliorer les perspectives de développement du secteur privé, notamment en matière d'enregistrement de la propriété foncière, de fiscalité et de crédit.

En vue d'améliorer la médiation financière et l'accès du secteur privé au crédit, la Banque centrale doit redoubler d'efforts pour développer des institutions financières non bancaires ainsi que des institutions de microfinancement qui ciblent les petits entrepreneurs, dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté.

Autres développements récents

Un Conseil supérieur de l'investissement, nouvellement créé et présidé par le chef de l'État, est chargé d'éliminer les obstacles auxquels les investisseurs étrangers se heurtent dans les secteurs stratégiques comme l'agriculture. Un nouveau cadre réglementaire a été proposé pour attirer les IDE des pays arabes et d'autres partenaires émergents. Les réformes comprennent la modification des lois relatives à l'investissement, aux entreprises, aux douanes, à la fiscalité, au travail et à l'immigration, ainsi que la mise en place d'un nouvel organisme pour arbitrer les contentieux.

Plusieurs projets stratégiques ont été engagés en 2010. De vastes étendues de terre – 110 000 hectares dans l'État du Nil et 100 000 hectares dans la province d'Al-Wehda au Sud-Soudan – ont été allouées au groupe privé égyptien Citadel avec des concessions de long terme. Le groupe y développera des exploitations agricoles gérées par deux de ses filiales, Sabina et *Sudan-Egyptian Agricultural Company*. Citadel a par ailleurs commencé fin 2010 de produire du ciment dans son usine de Takamul, et a promis d'investir 400 millions USD

supplémentaires pour élargir ses activités au Soudan et dans d'autres pays d'Afrique de l'Est. Parmi les autres projets d'envergure, la Société saoudienne d'investissement et de développement projette d'investir au Soudan quelque 5 milliards USD dans les télécommunications, le bâtiment et divers projets industriels. En 2010, elle a signé des contrats pour installer des usines de recyclage et un réseau de téléphonie mobile. Elle s'intéresse aussi à la construction résidentielle dans les environs du nouvel aéroport de Khartoum. En attendant, le développeur local *Abu Malek Companies and Agencies Ltd* a dévoilé ses plans de mise en œuvre de gigantesques projets d'urbanisme au Sud-Soudan, pour un coût estimé à 10.1 milliards USD.

Le gouvernement d'unité nationale et le gouvernement du Sud-Soudan ont accompli des efforts notables pour renforcer la croissance hors pétrole. L'agriculture devrait contribuer davantage à la croissance à moyen terme. Le secteur manufacturier devrait aussi enregistrer une forte croissance. Cependant, d'autres incitations à l'investissement pour les zones moins développées et une amélioration des infrastructures restent indispensables pour élargir la base de la croissance et réduire l'inégalité des revenus et la pauvreté. Le gouvernement du Sud-Soudan a promulgué en 2009 une loi instituant une autorité de l'investissement pour offrir des garanties et des incitations aux investisseurs locaux et étrangers. Il a également renouvelé son engagement à protéger les investisseurs et les commerçants du Nord-Soudan présents sur son territoire, et promis aux investisseurs du Nord-Soudan de généreux avantages comparés à ceux accordés aux pays voisins. Depuis la fin de l'année 2010, 37 entreprises moyennes dirigées par des entrepreneurs du Sud ont quitté le nord du pays où elles étaient implantées pour s'établir au Sud-Soudan.

Le gouvernement d'unité nationale et le gouvernement du Sud-Soudan ont fait de grands efforts pour renforcer la croissance de l'économie hors pétrole. On prévoit que l'agriculture contribuera davantage à la croissance à moyen terme. Le secteur industriel devrait aussi enregistrer une forte croissance. Cependant, d'autres incitations à investir dans les zones moins développées et une amélioration des infrastructures restent essentielles afin d'élargir la base de la croissance au Soudan et de réduire l'inégalité des revenus et la pauvreté.

Partenaires économiques émergents

Les ressources naturelles du Soudan ont suscité de fortes convoitises étrangères, et le pays a attiré l'attention des nouvelles compagnies d'exploitation de gaz et de pétrole qui se multiplient dans les pays émergents, notamment la Chine, l'Inde, la Malaisie et l'Afrique du Sud. La Chine est devenue un exploitant majeur des ressources pétrolières du Soudan, et sa présence a placé le pays sous les projecteurs internationaux, tant au plan politique qu'économique, mettant en évidence sa position stratégique.

Ravagé par la guerre depuis de nombreuses années et objet de sanctions américaines depuis 1996, le Soudan n'a guère développé ses ressources jusqu'à ce que le gouvernement ouvre le secteur pétrolier et suscite un grand intérêt de la part de pays étrangers, Chine en tête. La Compagnie d'opérations pétrolières du Grand-Nil (GNPOC) a été créée, la société holding chinoise des pétroles (CNPC) détenant 40 % des parts. La société malaisienne Petronas Carigall en détient pour sa part 30 %, la compagnie indienne ONGC Videsh 25 %, et la compagnie soudanaise Sudapet les 5 % restant.

L'engagement de ces compagnies a marqué le début d'un nouveau partenariat stratégique entre leurs pays d'origine et le Soudan. De 1999 à 2008, elles ont conjointement investi quelque 11 milliards USD au total dans des opérations d'amont, y compris dans les infrastructures d'exportation de pétrole et le raffinage. La production de pétrole brut lancée *ex nihilo* en 1999 a atteint 470 000 b/j fin 2008 [2], et près de 500 000 en 2010. La quasi totalité des nouveaux partenaires du Soudan ne posent pas de conditions à leurs investissements, une attitude critiquée par les pays occidentaux.

Leurs investissements dans le secteur pétrolier ont eu pour effet de redimensionner l'envergure économique du Soudan aux yeux de la Chine, l'Inde, de la Malaisie et d'autres partenaires des pays émergents. Ils ont aussi contribué à attirer des IDE non liés au secteur pétrolier, en provenance notamment des riches pays pétroliers arabes. De leur côté, les autorités soudanaises ont fait des efforts considérables pour améliorer l'environnement économique en créant en 2002 un ministère de l'Investissement qui joue le rôle de « guichet unique ».

Le Soudan a signé plusieurs accords mutuels de coopération avec la Chine, l'Inde et la Malaisie, qui ont contribué à attirer de substantiels IDE du secteur privé. En 2008, le volume des investissements hors pétrole du secteur privé chinois se montait à un milliard USD, principalement placés dans les matières plastiques, les meubles, le bâtiment et l'industrie du papier, selon les chiffres officiels. Les investissements du secteur privé d'Inde et de Malaisie ont atteint 850 millions USD, et le total des investissements des pays arabes, principalement le Koweït, l'Arabie saoudite et l'Égypte, plus de ceux de la Turquie et de l'Afrique du Sud, s'est élevé à 3.5 milliards USD.

La Chine est aussi devenue le principal créancier du Soudan non-membre du Club de Paris. En 2003, le gouvernement chinois a approuvé un financement de 3,5 milliards USD pour le barrage de Merowe, qui a commencé à produire de l'électricité à pleine capacité fin 2009. De 2003 à 2009, la Chine a financé divers projets de distribution d'eau et d'électricité dans les zones rurales avec des prêts sans intérêt d'un montant de 680 millions USD.

De nombreuses entreprises indiennes ont été attirées par les secteurs stratégiques, comme les chemins de fer, une infrastructure clé. Les Services techniques et économiques Rail India, une filiale de la société nationale India Railways, participent avec les Chemins de fer du Soudan au développement global du réseau ferroviaire du pays. D'autres entreprises indiennes opèrent dans la production et la distribution d'électricité.

Les relations du Soudan avec ses nouveaux partenaires sont essentiellement bilatérales. La Chine, conformément à sa politique de non-ingérence, a souvent défendu le Soudan auprès des instances multilatérales, en particulier sur le conflit du Darfour. Le Forum de coopération Chine-Afrique (Focac) a tenu son premier sommet à Pékin en 2000. Cette instance sert de cadre aux négociations bilatérales et multilatérales entre les deux parties. L'Afrique du Sud joue de son côté de plus en plus un rôle précieux de médiateur, tant dans les négociations de paix du Darfour que dans les négociations Nord-Sud sur Abyei et les autres zones en litige.

Le noyau des IDE en provenance des nouveaux partenaires du Soudan concerne l'exploration des ressources pour se concentrer sur le pétrole et l'extraction minière. La longue maturation de ces investissements permet au Soudan de gager sur ses ressources les prêts aux infrastructures.

Les importants investissements des partenaires émergents du Soudan ont eu un fort impact évident sur son développement, et ils ont peut-être contribué à l'instauration du processus de paix en redonnant espoir en l'avenir et en procurant les revenus nécessaires au financement de la reconstruction après de longues années de conflits.

Le Soudan est l'un des neuf membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), une zone

de libre échange. Son littoral de 700 km sur la Mer Rouge et ses ports, existants et potentiels, lui permettent non seulement d'introduire ses propres besoins, mais aussi d'offrir une porte commerciale à certains membres du Comesa enclavés. L'importance du Soudan dans la région comme plaque tournante d'un grand marché commercial devrait également attirer de nouveaux IDE en quête de marchés.

L'enjeu est maintenant de trouver le moyen d'encadrer un partage équitable des bénéfices de l'exploitation pétrolière et d'attirer des IDE plus diversifiés, notamment vers des entreprises mixtes avec le secteur privé local.

Contexte politique

Malgré le boycott des principaux partis de l'opposition, les élections, présidentielle et législatives, prévues par l'accord global de paix de 2005 se sont déroulées en avril 2010. Le président Omar al-Bashir a été élu à la tête du gouvernement d'unité nationale, et le général Salva Kiir Mayardit, candidat de l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLM), a été élu à la tête du gouvernement du Sud-Soudan. Ces élections ont ouvert la voie au référendum de janvier 2011 sur l'autodétermination du Sud-Soudan, qui a été massivement remporté par les indépendantistes. La partition officielle entre le Nord et le Sud est fixée au 9 juillet 2011.

Il reste néanmoins de graves problèmes à surmonter pour assurer une transition pacifique, notamment le peuplement de la région litigieuse d'Abyei, la citoyenneté, le partage des revenus pétroliers, la démarcation de la frontière, la détermination de la citoyenneté et la prise en charge de la dette extérieure du Soudan. La perte des revenus pétroliers pourraient avoir un impact très important sur la partie Nord.

L'accord global de paix a mis fin aux affrontements et ouvert la possibilité de progrès spectaculaires, surtout dans le Sud où trois millions de personnes déplacées sont revenues chez elles au cours de la période 2005-10. Pour rassurer les investisseurs, le Nord et le Sud ont convenu de conjuguer leurs forces pour protéger les champs de pétrole et les infrastructures. Il est probable que leurs relations de base, fondées sur l'industrie pétrolière, les ressources en eau et le commerce, y compris l'accès aux ports du Sud-Soudan, vont perdurer au-delà de la partition.

Contexte social et développement des ressources humaines

Malgré quelques avancées, le développement humain progresse très lentement au Soudan. L'Indice de développement humain (IDH) établi par le Pnud classe le Soudan 154^e sur 169 pays en 2010. L'espérance de vie a légèrement diminué ces dernières années puis s'est depuis rétablie à 55 ans, soit l'une des plus faibles au monde.

En 2010, selon les estimations, 46.5 % de la population du Nord et 50.6 % de la population du Sud vivaient en-dessous du seuil national de pauvreté. Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire est passé de 65 % en 2004 à 71 % en 2009 dans le Nord -Soudan. Le taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans a également augmenté, passant de 27 % en 1990 à 72.5 % en 2010. Au plan national, un enfant sur cinq a terminé ses études primaires en 2010.

Selon le ministère du Travail, la population active se montait à 12.2 millions de personnes en 2010, et 51.4 % de la tranche des 14-64 ans avaient un travail (74.9 % des hommes et 30 % des femmes). Le marché du travail se compose d'un secteur formel employant un petit nombre de salariés et d'un grand secteur informel, très fluctuant, comprenant les travailleurs indépendants, saisonniers ou occasionnels. Pour 2010, le ministère estime à 84.2 % le taux national de l'emploi. Les moyennes et grandes industries restent les principaux créateurs d'emplois au Soudan.

Les pouvoirs publics sont confrontés à de nombreux défis pour réduire la pauvreté, mettre en œuvre les accords de paix et poursuivre le désarmement et la décentralisation. Les projets d'infrastructures et de services se concentrent à Khartoum et dans quelques États environnants, et les indicateurs sociaux reflètent des différences très marquées entre eux et les régions excentrées. L'inégale répartition des ressources et des services est une source de mécontentement à l'origine de nombreux conflits, et elle nuit à l'investissement et au développement. Pour régler ces problèmes, il faudra un partage plus équitable du pouvoir politique et des ressources économiques.

Notes

[1] FMI, Statistiques financières internationales, décembre 2010.

[2] Voir Suliman K.M et A.A. Badawi, « Évaluation de l'impact des investissements de la Chine au Soudan », 2008. Rapport d'étude AERC (African Economic Research Consortium) non publié. Nairobi, Kenya.